



PETITE

entreprise

VOL. 2, n° 3, mars 2001

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Les petites entreprises canadiennes sont à l'origine de 60 355 emplois, soit 14 % des 433 035 emplois nets créés entre le troisième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000. Il s'agit d'une amélioration appréciable par rapport à l'année précédente, alors que le nombre d'emplois nets créés par les petites entreprises avait diminué de 17 358. La contribution relative des petites entreprises à la création d'emplois a varié beaucoup au fil des années.

Le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'établissait à 2,36 millions au quatrième trimestre de 2000, soit une baisse de 4 % comparativement aux 2,46 millions de travailleurs indépendants enregistrés au trimestre correspondant de 1999.

Il y a eu 2 374 faillites commerciales au Canada au troisième trimestre de 2000, soit une augmentation de 6,7 % par rapport au trimestre correspondant de 1999.

Les prêts consentis aux entreprises par les banques à charte ont atteint 104,5 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2000, dont 21 % ou 21,8 milliards sous forme de prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$). Dans l'ensemble, le pourcentage des prêts de faible valeur par rapport à l'ensemble des prêts est à la baisse depuis le début de 1997.

RÉGLEMENTATION DE L'ENREGISTREMENT DES ENTREPRISES

Les entrepreneurs canadiens trouvent généralement qu'on leur impose une bureaucratie lourde et des formalités coûteuses lorsqu'ils démarrent une nouvelle entreprise. Toutefois, d'après une étude récente, ils sont beaucoup mieux lotis que bien d'autres entrepreneurs dans le monde — du moins en ce qui concerne la création d'une entreprise.

Selon l'étude intitulée *The Regulation of Entry*, le Canada se classe au premier rang pour le niveau relativement faible des formalités administratives imposées aux entrepreneurs qui lancent une nouvelle entreprise. L'étude, menée conjointement par la Banque mondiale et l'Université Harvard, a examiné la réglementation qui régit l'enregistrement des jeunes entreprises dans 75 pays industrialisés ou en développement. En moyenne, le démarrage d'une entreprise exige 10 formalités d'enregistrement et prend 63 jours; les droits à verser pour satisfaire aux exigences d'enregistrement varient de moins de 1 % à 263 % du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Ces chiffres contrastent nettement avec la réglementation canadienne : en règle générale, les entrepreneurs canadiens doivent remplir deux formalités et verser (dans le cas des petites entreprises qui démarrent) des droits se chiffrant à quelque 280 \$US (environ 1,4 % du PIB par habitant); les organismes de réglementation mettent environ deux jours à traiter leur demande.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Travail indépendant	4
Faillites commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Prêts aux entreprises	6
Faits nouveaux	7



(suite de la page 1)

Il semblerait que les formalités d'enregistrement soient généralement moins lourdes dans les pays dirigés par un gouvernement démocratique et transparent. L'étude a montré que les entrepreneurs sont plus choyés au Canada que dans tout autre pays, du moins lorsqu'ils lancent une nouvelle entreprise.

On trouvera l'étude complète (en anglais) sur le site Web de l'Université Harvard (<http://post.economics.harvard.edu/hier/2000papers/HIER1904.pdf>).

Classement des dix premiers pays, des pays du G-8 et des cinq derniers pays

Rang	Pays	Nombre de formalités	Durée (jours)	Droits en proportion du PIB par habitant (%)
1	Canada*	2	2	1,4
2	Australie	3	3	2,1
3	Nouvelle-Zélande	3	17	0,4
4	États-Unis*	4	7	1,0
5	Suède	4	17	2,5
6	Irlande	4	25	11,5
7	Finlande	4	32	1,2
8	Danemark	5	21	1,4
9	Israël	5	32	20,2
10	Norvège	6	24	2,5
14	Royaume-Uni*	7	11	0,6
19	Allemagne*	7	90	8,5
40	Japon*	11	50	11,4
46	Italie*	11	121	24,7
71	France*	16	66	19,7
72	Russie*	16	69	37,8
73	Colombie	17	55	12,4
74	Mozambique	17	174	116
75	Bolivie	20	82	263

*Pays du G-8.

CRÉATION *d'emplois*

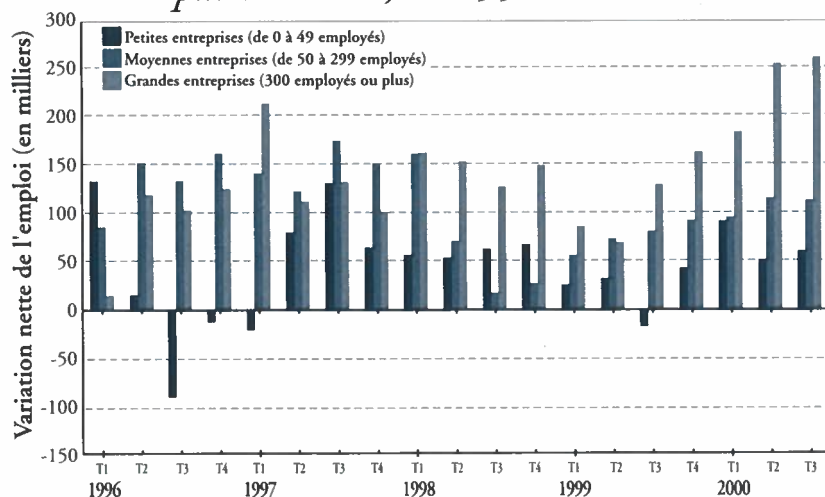
D'après les données sur les salariés, les petites entreprises sont à l'origine de 60 355 emplois, soit 14 % des 433 035 emplois nets créés entre le troisième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000 (voir le tableau 1). Il s'agit d'une amélioration appréciable par rapport à l'année précédente, alors que le nombre d'emplois nets créés entre le troisième trimestre de 1998 et le même trimestre de 1999 avait diminué de 17 358. Toutefois, le taux de croissance de l'emploi dans les petites entreprises (moins de 50 employés) depuis le troisième trimestre de 1999 n'a été que de 1,5 %, soit un niveau bien inférieur au taux correspondant pour les moyennes et les grandes entreprises (5 et 4,7 % respectivement). La figure 1 illustre la variation nette de l'emploi selon la taille des entreprises sur 12 mois par trimestre depuis 1996.

Les données les plus récentes montrent qu'à ce chapitre, l'écart continue de se creuser entre les grandes entreprises (300 employés ou plus) et les petites et moyennes entreprises. Avec 47 % des emplois au troisième trimestre de 1999, les grandes entreprises ont créé 260 000 emplois, soit 60 % du gain net total. Le tableau 2 indique la répartition de l'emploi selon la taille des entreprises et leur secteur d'activité au troisième trimestre de 1999.

Selon les plus récents résultats sur 12 mois, la plupart des emplois créés par les petites entreprises se trouvent dans les secteurs du commerce et des services, soit des gains respectifs dépassant 19 000 et 35 000 emplois. Le secteur de la construction suit de près, avec un gain net de près de 15 000 emplois créés par les entreprises comptant moins de 50 employés. Fait intéressant, près de 72 % des emplois dans le secteur de la construction se situent dans ce segment, et les petites entreprises ont créé presque autant d'emplois que les moyennes et les grandes entreprises combinées. Cependant, les grandes entreprises du secteur de la construction affichent un taux de croissance de l'emploi bien supérieur à celui des petites. Les petites entreprises de fabrication accusent une baisse de plus de 8 000 emplois, qui contraste nettement avec la création de près de 100 000 emplois par les moyennes et les grandes entreprises du même secteur.

(suite à la page 3)

Figure 1 : Variation nette de l'emploi selon la taille des entreprises, sur 12 mois par trimestre, de 1996 à 2000



Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, Statistique Canada.

(suite de la page 2)

Les données présentées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* en ce qui a trait à l'apport des petites entreprises à la création d'emplois sont fondées sur une exécution spéciale de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) réalisée mensuellement par Statistique Canada. Cette enquête n'inclut que les emplois salariés, faisant abstraction de certaines catégories incluses dans l'*Enquête sur la population active* (EPA), par exemple, les travailleurs indépendants non salariés ou les travailleurs familiaux non rémunérés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la méthode de l'EERH et sur les différences par rapport à l'EPA, consultez les *Énoncés de qualité* sur le site Web de Statistique Canada (<http://www.statcan.ca/francais/concepts/quality/2612.pdf>).

Tableau 1 : Variation nette de l'emploi entre le troisième trimestre de 1999 et le trimestre correspondant de 2000, selon la taille des entreprises et le secteur d'activité, et taux de croissance

	Toutes les industries	Exploitation forestière	Mines	Fabrication	Construction	Transport et communications	Commerce	Finances et immobilier	Services	Administration publique
Taille des entreprises										
De 0 à 49 employés	60 355	776	53	-8 394	14 727	689	19 134	680	35 473	-2 782
Taux de croissance (%)	1,5	2,0	0,2	-1,8	3,5	0,4	1,9	0,3	2,2	-5,7
De 50 à 299 employés	112 677	1 350	-9	19 986	11 232	416	23 817	2 465	54 434	-1 014
Taux de croissance (%)	5,0	11,1	0,0	3,9	10,7	0,4	5,4	2,5	6,2	-1,3
300 employés ou plus	260 003	1 004	3 064	79 802	9 177	23 064	26 574	7 823	103 493	6 002
Taux de croissance (%)	4,7	3,8	3,5	8,2	15,4	3,9	3,5	1,9	5,2	1,1
Total	433 035	3 130	3 108	91 394	35 136	24 169	69 525	10 968	193 400	2 206
Taux de croissance (%)	3,7	4,1	2,2	4,7	6,0	2,7	3,1	1,5	4,3	0,3

Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, Statistique Canada.

Tableau 2 : Pourcentage de l'emploi selon la taille des entreprises et le secteur d'activité, troisième trimestre de 1999

	Toutes les industries	Exploitation forestière	Mines	Fabrication	Construction	Transport et communications	Commerce	Finances et immobilier	Services	Administration publique
Taille des entreprises										
De 0 à 49 employés	34,2	50,3	20,8	23,5	71,9	20,2	45,6	29,4	36,0	7,1
De 50 à 299 employés	19,2	15,7	16,5	26,4	18,0	12,4	19,8	13,4	19,4	11,6
300 employés ou plus	46,7	33,9	62,7	50,1	10,2	67,4	34,6	57,2	44,6	81,2
Pourcentage de l'emploi	100	0,7	1,2	16,5	5,0	7,5	18,9	6,2	38,2	5,9

Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, Statistique Canada.



TRAVAIL *indépendant*

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada s'établissait à 2,36 millions au quatrième trimestre de 2000. (Les données sont calculées d'après les moyennes désaisonnalisées.) Il s'agit d'une baisse de 4 % comparativement aux 2,46 millions de travailleurs indépendants enregistrés au trimestre correspondant de 1999. Le travail indépendant accuse ainsi une baisse pour le troisième trimestre de suite depuis le sommet de 2,52 millions de travailleurs indépendants atteint au premier trimestre de 2000.

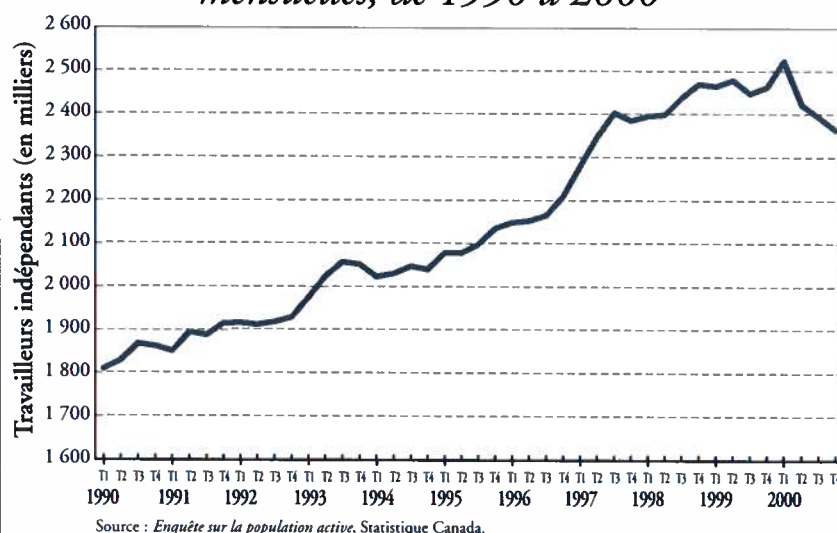
Benjamin Tal, économiste principal à la CIBC et auteur de l'ouvrage intitulé *Self-Employment in Canada — Trends and Prospects* (décembre 2000), propose une théorie pour expliquer le recul du travail indépendant. Il soutient que le phénomène est typique des phases terminales du cycle économique où certains travailleurs indépendants, qui avaient été contraints de recourir à ce régime ces dernières années en raison de l'absence de solutions de rechange,

sont maintenant en mesure de trouver des emplois rémunérés qui leur conviennent mieux. Il ajoute que la plupart des anciens travailleurs indépendants ayant accepté un emploi rémunéré sont jeunes et ont un faible niveau d'éducation.

La figure 2 illustre la montée en flèche du nombre de travailleurs indépendants au Canada entre 1990 et 2000. De fait, le travail indépendant a progressé d'environ 40 % entre le premier trimestre de 1990 et le trimestre correspondant de 2000. Selon les prévisions de M. Tal, ce type de travail continuera de perdre du terrain en 2001, mais il deviendra plus dominant encore au Canada au cours de la prochaine décennie.

On peut trouver le rapport (en anglais) de M. Tal sur le site Web de la CIBC (http://www.cibc.com/english/business_services/economics/21_ANALYSIS/index.html).

Figure 2 : Nombre de travailleurs indépendants, données désaisonnalisées fondées sur les moyennes mensuelles, de 1990 à 2000



FAILLITES *commerciales*

Il y a eu 2 374 faillites commerciales au Canada au troisième trimestre de 2000. Il s'agit d'une baisse comparativement aux deux trimestres précédents, mais d'une augmentation de 6,7 % par rapport au troisième trimestre de 1999 (voir la figure 3). Étant donné la fluctuation saisonnière du nombre de faillites, les comparaisons sur 12 mois sont plus révélatrices que l'évolution d'un trimestre à l'autre.

Le passif lié aux faillites est passé de 845 millions de dollars au troisième trimestre de 1999 à 1,47 milliard au trimestre correspondant de 2000, soit un bond de 74 %. Le passif total lié aux faillites s'est accru plus rapidement que le nombre de faillites, ce qui semble indiquer que la taille moyenne des entreprises qui déclarent faillite a augmenté.

Sur une plus longue période, la figure 3 montre que, depuis 1996, le nombre de faillites a diminué, tandis que le passif est demeuré relativement stable, exception faite du sommet atteint au troisième trimestre de 1998. Ce phénomène donne également à penser que la taille moyenne des entreprises qui déclarent faillite est en hausse.

COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données en date du 29 janvier 2001

Économie canadienne. La croissance de 4,8 % (taux annuel) enregistrée au troisième trimestre de 2000 ramène l'économie dans la bonne voie pour atteindre une croissance estimée de 5 % pour l'année 2000 dans son ensemble. Malgré la stagnation de la croissance des exportations attribuable au ralentissement de l'économie américaine, l'augmentation des dépenses au titre de la consommation et de l'habitation ainsi que la croissance soutenue de l'investissement des entreprises ont stimulé la demande. Les données disponibles semblent indiquer un ralentissement de la croissance au dernier trimestre de 2000, sous l'effet du fléchissement du secteur de la fabrication.

Perspectives. On prévoit que la croissance ralentira par rapport au rythme rapide des deux dernières années. Selon les prévisions unanimes établies par le secteur privé en janvier 2001, le PIB devrait croître de 3,3 % en 2001 et de 3,4 % en 2002.

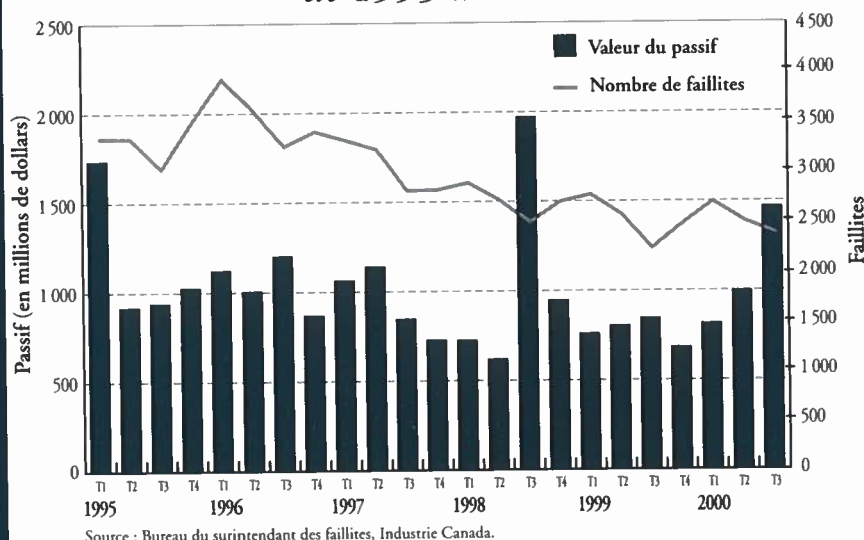
Taux de chômage. Le taux de chômage national a chuté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,8 % en décembre 2000, terminant ainsi l'année au niveau où il l'avait commencée. On a enregistré une hausse de 31 000 emplois en décembre 2000, soit la cinquième augmentation mensuelle de suite. Les gains se chiffrent à 319 000 emplois (+2,2 %) pour l'année entière, comparativement à 427 000 en 1999.

Inflation. Le taux d'inflation demeure maîtrisé. Il s'établit en moyenne à 2,7 % pour 2000, malgré une brusque augmentation des prix de l'énergie. Quant au taux d'inflation de base sur 12 mois mesuré selon l'indice des prix à la consommation, il a atteint 1,9 % en décembre 2000, près de la valeur médiane de la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada. Le taux de base exclut l'alimentation et l'énergie, dont les prix fluctuent beaucoup.

Taux d'escompte. Le 23 janvier 2001, la Banque du Canada a réduit de 25 points de base le taux d'escompte, qui était stable depuis mai 2000. Cette baisse s'inscrit dans le sillage des réductions du taux des fonds fédéraux américains faisant suite au ralentissement de l'économie américaine.

Dollar canadien. Le dollar canadien s'est raffermi par rapport au dollar américain en fin d'année. Après avoir chuté le 17 novembre 2000 à 0,642 \$US, son niveau le plus bas en deux ans, la valeur du dollar a légèrement augmenté en décembre,

Figure 3 : Faillites commerciales et passif connexe, de 1995 à 2000





PRÊTS aux entreprises

Les prêts consentis aux entreprises par les banques à charte ont atteint 104,5 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2000, dont 21 % ou 21,8 milliards sous forme de prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) et 30 % ou 31,3 milliards de prêts de moyenne valeur (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars).

Comme le montrent les figures 4 et 5, le pourcentage des prêts de faible valeur et celui des prêts de moyenne valeur, par rapport à la valeur totale de l'ensemble des prêts, ont diminué depuis le début de 1997. On observe à cet égard un recul de 5,4 points de pourcentage pour les prêts de faible valeur et de 3,1 points pour ceux de moyenne valeur entre le deuxième trimestre de 1997 et le trimestre correspondant de 2000. Le montant absolu des prêts de faible valeur a également diminué au cours de cette période, chutant de 23,5 à 21,8 milliards de dollars. Toutefois, le montant absolu des prêts de moyenne valeur continue d'augmenter au fil des années.

Figure 4 : Prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) consentis aux entreprises par les banques à charte

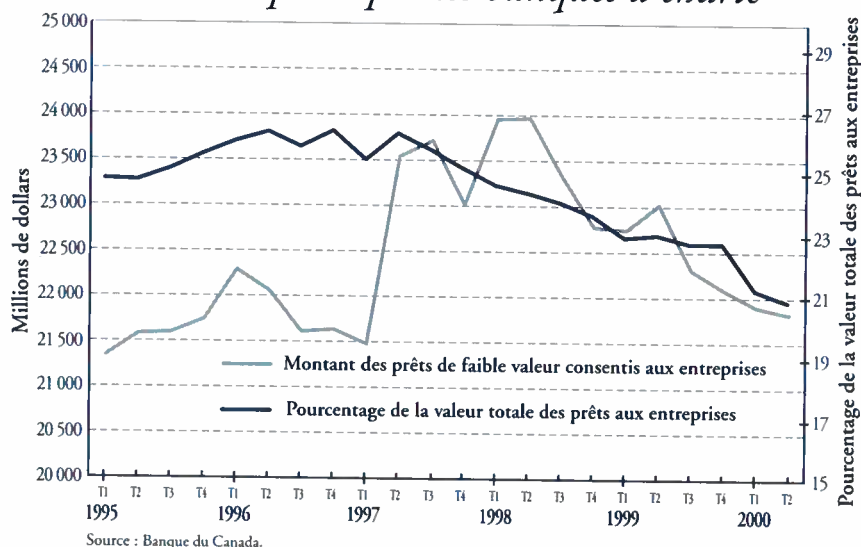
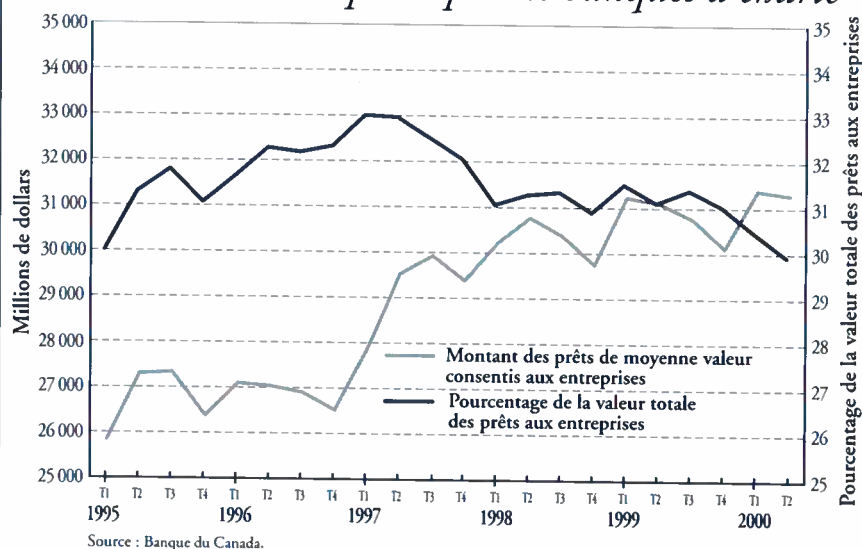


Figure 5 : Prêts de moyenne valeur (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars) consentis aux entreprises par les banques à charte



FAITS nouveaux

Guichet d'information unique sur le financement à la disposition des PME

Le sous-portail consacré au financement est l'un des dix portails secondaires lancés récemment dans le cadre du site Web Portaildesaffaires.ca.

Ce sous-portail offre aux petites et moyennes entreprises (PME) un guichet d'information unique sur le financement et les sources de financement. Les fonctions qu'il propose ainsi que sa conception et son contenu seront améliorés et enrichis. Grâce au sous-portail, les PME pourront demeurer au courant des services et programmes de financement par emprunt et par capitaux propres qu'offrent les organisations des secteurs public et privé. Visitez-le dès aujourd'hui. Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires en remplissant le formulaire en ligne prévu à cette fin.

Compétences en gestion des affaires

La Direction générale de la politique de la petite entreprise a commandé une étude sur les compétences en gestion des affaires requises à diverses étapes de la croissance des entreprises, les facteurs qui contribuent à leur croissance et les pratiques exemplaires des entreprises qui ont adopté des stratégies de perfectionnement des compétences en affaires. L'étude examinera les éléments qui empêchent les PME d'acquérir des compétences en gestion et déterminera comment les entreprises prospères ont surmonté ces obstacles. Le rapport préliminaire de l'étude fera état de considérations prospectives d'ordre stratégique pour la Direction générale. Soyez à l'affût des points saillants de l'étude dans un prochain numéro.

Conférence d'Industrie Canada sur les approches novatrices en matière de financement des PME par capitaux propres

La conférence intitulée *Un pont entre investisseurs et PME* réunira des experts du développement économique provenant de collectivités de toutes les régions du pays ainsi que des représentants de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La conférence se tiendra à Montréal les 13 et 14 juin 2001.

Durant la conférence, qui se veut « décontractée », les délégués apprendront comment les projets pilotes du Plan d'investissement communautaire du Canada (PICC) ont permis d'améliorer la culture d'investissement dans des collectivités situées à l'extérieur des grands

(suite à la page 8)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 29 janvier 2001

(suite de la page 5)

puis elle s'est établie à 0,667 \$US à la fin de janvier 2001. Le dollar canadien affiche une bonne tenue par rapport aux autres grandes devises, notamment le yen et l'euro.

Exportations de marchandises. Les exportations de marchandises ont reculé de 0,5 % (taux annuel) en dollars constants au troisième trimestre de 2000. Il s'agit de la première baisse en quatre ans. La croissance des exportations a ralenti considérablement depuis juin 2000, faisant ainsi écho à la baisse de la demande observée aux États-Unis, en particulier dans le secteur de l'automobile. Toutefois, l'excédent sur marchandises du Canada pour les 11 premiers mois de 2000 se chiffre à 47,5 milliards de dollars, soit une augmentation de plus de 16 milliards par rapport à la même période en 1999, en grande partie en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

Investissement au titre de l'habitation.

L'investissement au titre de l'habitation a progressé au troisième trimestre de 2000, grâce au regain d'activité sur le marché de la construction, de la rénovation et de la revente. Cependant, l'activité a ralenti en décembre sur le marché de la revente, annulant ainsi les gains enregistrés au cours du mois précédent, et les mises en chantier accusent une tendance à la baisse depuis octobre.

Ventes au détail. Les ventes au détail sont passées à 23,4 milliards de dollars en novembre 2000, soit une hausse de 0,4 % attribuable à une remontée partielle du secteur de l'automobile. Les ventes marquent un recul depuis l'été, car la volatilité du marché des valeurs mobilières et le fléchissement de l'économie américaine minent la confiance des consommateurs.

Bénéfices des sociétés. Poursuivant une tendance à la hausse, les bénéfices des sociétés ont progressé de 4,2 % (taux annuel) au troisième trimestre de 2000. Les augmentations enregistrées en 2000 font suite au bond de 24 % enregistré en 1999.

Budget fédéral. Le budget fédéral a affiché un excédent de 12,3 milliards de dollars en 1999-2000. Il s'agit du troisième exercice de suite où le budget fédéral est équilibré ou excédentaire, ce qui ne s'était pas produit depuis 1951-1952. Le gouvernement a annoncé qu'il remboursera au moins 10 milliards de dollars sur sa dette en 2000-2001.

Excédent de l'ensemble des administrations publiques — fédérale, provinciales et locales. Selon le Système de gestion financière, l'excédent des administrations publiques a totalisé 4,1 milliards de dollars en 1999-2000.

centres financiers. Les délégués discuteront en petits groupes et tout indique qu'il s'agira d'un échange d'idées fort animé. Par ailleurs, ils pourront non seulement discuter de méthodes novatrices propres à aider les entreprises présentant de bonnes possibilités de croissance, mais aussi se renseigner sur les « anges investisseurs » et les nouveautés dans le domaine des incubateurs d'entreprises et des intermédiaires d'affaires.

On trouvera de plus amples renseignements sur la conférence et le PICC sur le site Web du Programme (<http://picc.ic.gc.ca>).

Nouveau site Web sur la recherche et l'élaboration de politiques

La Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada inaugurera au printemps 2001 un vaste site Web consacré à la recherche et à l'élaboration de politiques concernant les petites entreprises. Les chercheurs et les décideurs disposeront ainsi de précieux outils : base

de données concernant la recherche sur la petite entreprise, renseignements sur le financement des petites entreprises, bases de données de chercheurs canadiens travaillant dans le domaine et de bureaux de toutes les régions du Canada chargés de l'élaboration de politiques, et statistiques sur les petites entreprises. Par ailleurs, grâce à un réseau en ligne permettant de mener des consultations, le site améliorera la communication entre les chercheurs et les décideurs qui s'intéressent aux PME. La page d'accueil de *Strategis*, site canadien des entreprises et des consommateurs (<http://strategis.gc.ca>), renfermera un lien donnant accès au site.

Résultats de l'évaluation du Bulletin trimestriel de la petite entreprise

Au cours de l'automne 2000, la Direction générale de la politique de la petite entreprise a évalué le *Bulletin trimestriel de la petite entreprise*. La publication, qui paraît depuis 1996, compte actuellement quelque 5 000 abonnés, notamment des députés, des sénateurs, des administrations provinciales et municipales, des médias et des propriétaires d'entreprises canadiennes. Le Bulletin donne un résumé des statistiques et de la recherche sur le secteur canadien des petites entreprises et renferme des articles sur les questions qui touchent de près ce secteur.

La Direction générale de la politique de la petite entreprise a retenu les services d'un consultant pour recueillir les commentaires des lecteurs et recommander des orientations. Voici ce que les lecteurs ont dit :

- La publication constitue un portrait utile de la situation économique contenant des renseignements qui répondent aux besoins des chercheurs et des décideurs du secteur des petites entreprises, mais ces renseignements ne sont pas particulièrement adaptés aux besoins des petites entreprises proprement dites.
- De nombreuses figures seraient encore plus utiles si elles étaient accompagnées d'analyses qualitatives portant sur « la signification des chiffres ».
- Les abonnés sont heureux de la fréquence de publication, mais estiment qu'elle devrait paraître à temps plus souvent.
- La présentation est soignée et la mise en pages est bien faite. Cependant, le titre des figures devrait correspondre mieux aux données qu'elles présentent.

Nous sommes heureux de recevoir vos commentaires. Nous voulons produire une publication de qualité destinée à un lectorat ciblé. Nous continuerons à collaborer avec les chercheurs du secteur des petites entreprises pour que le Bulletin soit encore plus utile et pertinent.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires aux rédacteurs :

Prichya Sethchindapong

Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Stéphane Crépeau

Courriel : crepeau.stephane@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-5494

Télécopieur : (613) 954-5492

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53334B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées